

Tous ensemble et en même temps !

La pandémie est utilisée sans vergogne par le gouvernement et les patrons pour remettre en cause nos droits sociaux, tout en augmentant et réorganisant le travail dans les entreprises. Comment inverser la tendance et organiser la riposte ?

Profits maximaux pour les patrons.

Le gouvernement continue de fermer des lits d'hôpitaux et a mis en place le « *forfait urgence* » au 1er janvier. Il a fait passer en force la réforme de l'Assurance chômage, qui baissera d'un tiers en moyenne les allocations chômage.

En parallèle, les patrons ont supprimé 800 000 emplois en 2020, et 350 000 de plus en 2021. Pourtant l'économie ne se porte pas mal pour tout le monde : les entreprises du CAC40 ont ainsi vu leurs profits augmenter de 29% en 2021 ! Les 43 milliardaires français ont gagné 175 milliards d'euros entre mars et décembre 2020 - soit l'équivalent de deux fois le budget de l'hôpital public -, dépassant leur niveau d'accumulation de richesses d'avant la crise.

Enfin, l'inflation s'envole officiellement à 3,4% en 2021. Encore que ce chiffre est bien loin de la réalité des classes populaires : +13,5 % pour le pétrole, +24% pour le gaz.

Présidentielles : tout est bon pour ne pas parler des salaires.

Rien de surprenant dans ce contexte que les salaires, les inégalités, l'environnement, les discriminations et l'avenir de notre système social soient en tête des préoccupations pour les élections à venir dans tous les sondages. Et pourtant, Macron, Lepen, Péresse, et l'hyper-médiatisé Zemmour préfèrent polariser le débat sur des thèmes identitaires : ce prétendu "*grand remplacement*", le sentiment d'insécurité entretenu par les médias, les crises migratoires qui ne sont que les conséquences des guerres et de la crise climatique ... tout est bon pour faire peur et ne pas parler de salaires et de droits sociaux. Et quand ils en parlent, c'est pour nous annoncer des régressions sans précédent sur nos retraites ou sur les services publics.

Même du côté des multiples candidats "*de gauche*", on reste très flou sur ces questions, en se bornant souvent à revendiquer des augmentations pour les bas salaires et en glosant sur l'âge de départ théorique en retraite, sans dire grand chose sur le financement de notre protection sociale.

Pourtant des grèves éparses éclatent. Il faut qu'elles convergent !

Sans attendre d'hypothétiques promesses électorales, des luttes éclatent pour la revalorisation des salaires, y compris dans des entreprises où la grève est difficile et peu fréquente : Decathlon, Korian, Labeyrie, ou encore Leroy-Merlin dont les

travailleur.ses ont obtenu 65 € d'augmentation après 14 jours de mobilisation.

La grève du 27 janvier est une première échéance pour essayer de faire converger ces luttes. Car nous serions plus forts chacun et chacune dans notre entreprise si nous luttons en même temps, afin de faire des salaires un sujet politique auquel aucun média, aucun patron, aucun politicien ne peut échapper.

Unité autour d'un programme politique de rupture

Plutôt que de se perdre dans des débats sans fin sur les candidats à la présidentielle se disant de gauche, il nous faut mettre en débat un véritable programme politique de rupture afin de rassembler les travailleurs et les travailleuses et de faire converger les luttes actuelles, car c'est encore le meilleur moyen de se faire entendre.

Pour la Plateforme communiste libertaire, les mots d'ordre de ce programme pourraient être :

- augmentation générale des salaires ;
- retraites à 60 ans et 37,5 annuités pour toutes et tous et sans décote ;
- égalité salariale entre les hommes et les femmes ;
- régularisation massive des travailleuses et travailleurs sans-papier pour contrer la concurrence sauvage dans l'accès à l'emploi mise en œuvre par les patrons au sein de notre classe sociale ;
- droit de veto des travailleurs et travailleuses sur les licenciements ;
- reprise en main des entreprises par les salariés et les salariées, en remettant au goût du jour le vieux slogan : "*On produit, on décide*" ;
- levée des brevets pour que chaque pays puisse produire en masse des vaccins et en finir avec la pandémie actuelle.

Qui sommes-nous ? Le réseau « *les ami.es de la Plateforme communiste libertaire* » regroupe des militantes et des militants du mouvement social qui veulent combattre toutes les dominations et les discriminations. Mais au sein du capitalisme, la domination et le mépris de classe sont centraux. Aussi notre combat s'organise à partir du combat de classe qui est à même de s'ouvrir à l'ensemble des combats sociaux et écologiques.

la plateforme
communisme
libertaire

